



CANNES
PAYS DE
LÉRINS

Communauté d'agglomération de
Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule,
Mougins et Théoule/Mer

Communauté d'Agglomération Cannes Lérins

**Dossier d'enquête publique au titre de l'article
L.566-12-2 du Code de l'Environnement**

Servitude pour les travaux, l'entretien et la
surveillance du système d'endiguement

« Frayère aval »

janvier 2024

Table des matières

1. Préambule	3
2. Note de présentation	5
2.1. Coordonnées du Maître d'ouvrage	5
2.2. Cadre réglementaire.....	5
2.2.1. Des servitudes soumises à enquête publique	5
2.2.2. Enquête publique et enquête parcellaire.....	7
2.3. Caractéristiques du système d'endiguement « Frayère aval » :	8
2.3.1. Digue de la Roubine.....	10
2.3.2. Digue de la ZI Frayère	10
2.3.3. Digue de l'Aéroport	11
3. Enquête parcellaire	12
3.1. Digue de la Roubine.....	12
3.2. Digue de la ZI Frayère aval.....	15
4. Annexes	18

1. Préambule

Dans le cadre du programme de travaux relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques, un arrêté a été pris par le préfet des Alpes-Maritimes le 23 juillet 2007 portant classement du « système d'endiguement » dénommé « Frayère Aval » sur la commune de Cannes. La digue de la Roubine et la digue ZI Frayère font partie intégrante de ce système d'endiguement qui comprend également la digue de l'Aéroport.

Au 1er juin 2016, la compétence relative à la Gestion des milieux aquatiques et Prévention des inondations (GEMAPI) a été transférée à la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.) entraînant la dissolution du SIFRO. A ce titre, la C.A.C.P.L. porte désormais le PAPI (Programme d'actions de prévention des inondations) Riou de l'Argentièr sur la Commune de Mandelieu-La Napoule et le PAPI Cannes Lérins sur le territoire communautaire.

Le SMIAGE (Syndicat Mixte Inondation, Aménagement et Gestion des Eaux) Maralpin, auquel la C.A.C.P.L. est adhérente depuis le 1er janvier 2017, reconnu EPTB (Etablissement Public Territorial de Bassin) assure notamment la gestion des grands ouvrages hydrauliques (digue et barrage) et la mise en œuvre de dispositifs d'alerte des épisodes pluvieux intenses. Il est également porteur des démarches qui concernent les grands bassins versants dépassant le territoire communautaire afin d'assurer la cohérence des actions.

A compter du 1er janvier 2017, la C.A.C.P.L. a donc délégué des compétences au SMIAGE par l'intermédiaire d'un contrat territorial précisant l'étendue des missions confiées, et portant notamment sur la gestion des systèmes d'endiguement et des aménagements hydrauliques, la mise à disposition d'un service d'expertise et de conseil pour la prévision des risques hydrométéorologiques et l'assistance à la gestion de crise, ainsi que le portage et l'animation des démarches /actions concernant les grands bassins versants dépassant largement le territoire de la Communauté d'agglomération.

En revanche, la C.A.C.P.L. a conservé la maîtrise d'ouvrage d'un certain nombre d'actions sur son territoire, essentiellement lorsque ces actions concernent des bassins versants inclus dans son périmètre ou lorsque les actions sont déjà bien avancées. L'objectif est de rechercher une véritable synergie entre les deux échelles territoriales, interdépartementale et intercommunale.

La C.A.C.P.L., fortement engagée pour la prévention des inondations, assure avec ses équipes, la maîtrise d'ouvrage d'une grande partie des actions GEMAPIENNES, concernant essentiellement le territoire communautaire, le reste étant porté par le SMIAGE Maralpin pour les missions lui incombant au titre du contrat territorial.

Dans ce contexte, étant garante des ouvrages de protection d'intérêt public composant le système d'endiguement dénommé « Frayère Aval », la Communauté d'agglomération est compétente pour créer des servitudes sur le domaine privé aux fins d'accès, de surveillance, d'entretien et de travaux nécessaires à la conservation de ces ouvrages.

En effet, en application des dispositions de l'article L. 566-12-2 du Code de l'Environnement, des servitudes peuvent être créées, à la demande de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer, sur les terrains d'assiette ou d'accès à des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions, au sens de l'article L. 562-8-1, ainsi qu'à des ouvrages ou infrastructures qui y contribuent, au sens du II de l'article L. 566-12-1.

Le présent document constitue le dossier d'enquête publique et d'enquête parcellaire au titre de l'article L. 566-12-2 du Code de l'Environnement.

Le présent dossier se compose :

- Une note de présentation incluant les coordonnées du Maître d'ouvrage, le cadre réglementaire et les caractéristiques du système d'endiguement (§ 2) conformément à l'art. R123-8 du code de l'Environnement ;
- Une enquête parcellaire incluant l'état parcellaire et les plans parcellaires des emprises concernées par lesdites servitudes (§ 4) conformément à l'art. L 566-12-2 du code de l'Environnement ;

A noter qu'il n'a pas été organisé de procédure de débat public ou de concertation préalable et que le projet est soumis à une procédure simplifiée d'autorisation environnementale comprenant notamment une étude de danger. Ces dossiers ont été réalisés en parallèle.

2. Note de présentation

2.1. Coordonnées du Maître d'ouvrage

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CANNES PAYS DE LERINS

CS 50044

06 414 Cannes Cedex

Téléphone : 04 89 82 27 00

N° de SIRET : 200 039 915 00018



2.2. Cadre réglementaire

Aux termes de l'article L.566-12-2, les EPCI à fiscalité propre compétents pour la prévention des inondations peuvent demander l'instauration de servitudes afin d'assurer la conservation et l'entretien des digues et des ouvrages contribuant à la lutte contre les inondations.

2.2.1. Des servitudes soumises à enquête publique

Article L. 566-12-2 du Code de l'Environnement :

I. — Des servitudes peuvent être créées, à la demande d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent pour la défense contre les inondations et contre la mer, sur les terrains d'assiette ou d'accès à des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions, au sens de l'article L. 562-8-1, ainsi qu'à des ouvrages ou infrastructures qui y contribuent, au sens du II de l'article L. 566-12-1.

II. — Ces servitudes peuvent avoir un ou plusieurs des objets suivants :

1° Assurer la conservation des ouvrages existants construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ;

2° Réaliser des ouvrages complémentaires ;

3° Effectuer les aménagements nécessaires à l'adaptation des ouvrages et des infrastructures qui contribuent à la prévention des inondations et des submersions ;

4° Maintenir ces ouvrages ou les aménagements effectués sur les ouvrages et les infrastructures en bon état de fonctionnement ;

5° Entretenir les berges.

Le bénéficiaire de la servitude est subrogé au propriétaire du fonds dans l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires à l'obtention des autorisations administratives requises pour les ouvrages, travaux et aménagements liés à l'objet de celle-ci.

*III. — La servitude est créée par décision motivée de l'autorité administrative compétente, sur proposition de l'organe **délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent, après enquête parcellaire et enquête publique, effectuées comme en matière d'expropriation. Le dossier de la servitude est tenu à la disposition du public pendant un mois à la mairie de la commune concernée.***

La décision créant une servitude en définit le tracé, la largeur et les caractéristiques. Elle peut obliger les propriétaires et les exploitants à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions ou des aménagements destinés à permettre aux ouvrages ou aux infrastructures de contribuer à cette prévention.

IV. — La servitude ouvre droit à indemnité s'il en résulte pour le propriétaire du terrain ou l'exploitant un préjudice direct, matériel et certain. Cette indemnité est à la charge du bénéficiaire de la servitude. La demande d'indemnité doit, sous peine de forclusion, parvenir à l'autorité mentionnée au premier alinéa du III dans un délai d'un an à compter de la date où le dommage a été causé ou révélé.

L'indemnité est fixée, à défaut d'accord amiable, par le juge de l'expropriation, d'après :

1° La consistance des biens à la date de la décision instituant la servitude en fonction des atteintes portées à leur utilisation habituelle et des modifications apportées à l'état des lieux antérieur ;

2° Leur qualification éventuelle de terrain à bâtir, au sens de l'article L. 322-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, à la date d'institution de la servitude.

Ces servitudes sont instaurées à la demande de la Communauté d'Agglomération sur les terrains d'assiette ou d'accès à des ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions après enquête parcellaire et enquête publique.

L'enquête parcellaire permettra d'identifier les propriétaires concernés et de leur faire savoir comment leur terrain sera impacté par la servitude GEMAPI et l'enquête publique informera le public de la mise en place de cette servitude.

2.2.2. Enquête publique et enquête parcellaire

L'enquête publique sera réalisée conformément aux articles :

- L. 110-1 à L. 122-7 et R. 111-1 à R. 112-24 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique (enquête publique) ;
- L. 123-3 à L. 123-18 et R. 123-2 à R. 123-27 du Code de l'Environnement.

L'enquête parcellaire, régie par le Code de l'Expropriation, est jointe au présent dossier d'enquête publique et a pour but de déterminer avec précision les parcelles concernées par le projet et d'identifier avec exactitude leurs propriétaires.

• **Contenu du dossier soumis à enquête publique**

Article R123-8 du Code de l'Environnement

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique ou l'évaluation environnementale et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision d'examen au cas par cas de l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou au III de l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ;

- Le projet n'est pas soumis à étude d'impact.

2° En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une **note de présentation** précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La **mention des textes qui régissent l'enquête publique** en cause et l'indication de la **façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative** relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme. Dans le cas d'avis très volumineux, une consultation peut en être organisée par voie électronique dans les locaux de consultation du dossier ;

- Le projet n'est pas concerné par d'autres avis.

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou de la concertation définie à l'article L. 121-16, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

- Le projet n'a pas fait l'objet d'une procédure de débat public ou de concertation préalable.

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de l'article L. 214-3, des articles L. 341-10 et L. 411-2 (4°) du code de l'environnement, ou des articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier.

- Le projet est soumis à autorisation simplifiée conformément aux décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019.

2.3. Caractéristiques du système d'endiguement « Frayère aval » :

Le système d'endiguement dénommé « Frayère aval » est composé des digues de la Roubine, de la Zone Industrielle de la Frayère et de la digue de l'Aéroport.

Le système d'endiguement « Frayère aval » est un système d'endiguement de classe C, selon la classification définie à l'article R. 214-113 du Code de l'Environnement.



CANNES PAYS DE LÉRINS

Communauté d'agglomération de
Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule,
Mougins et Théoule/Mer

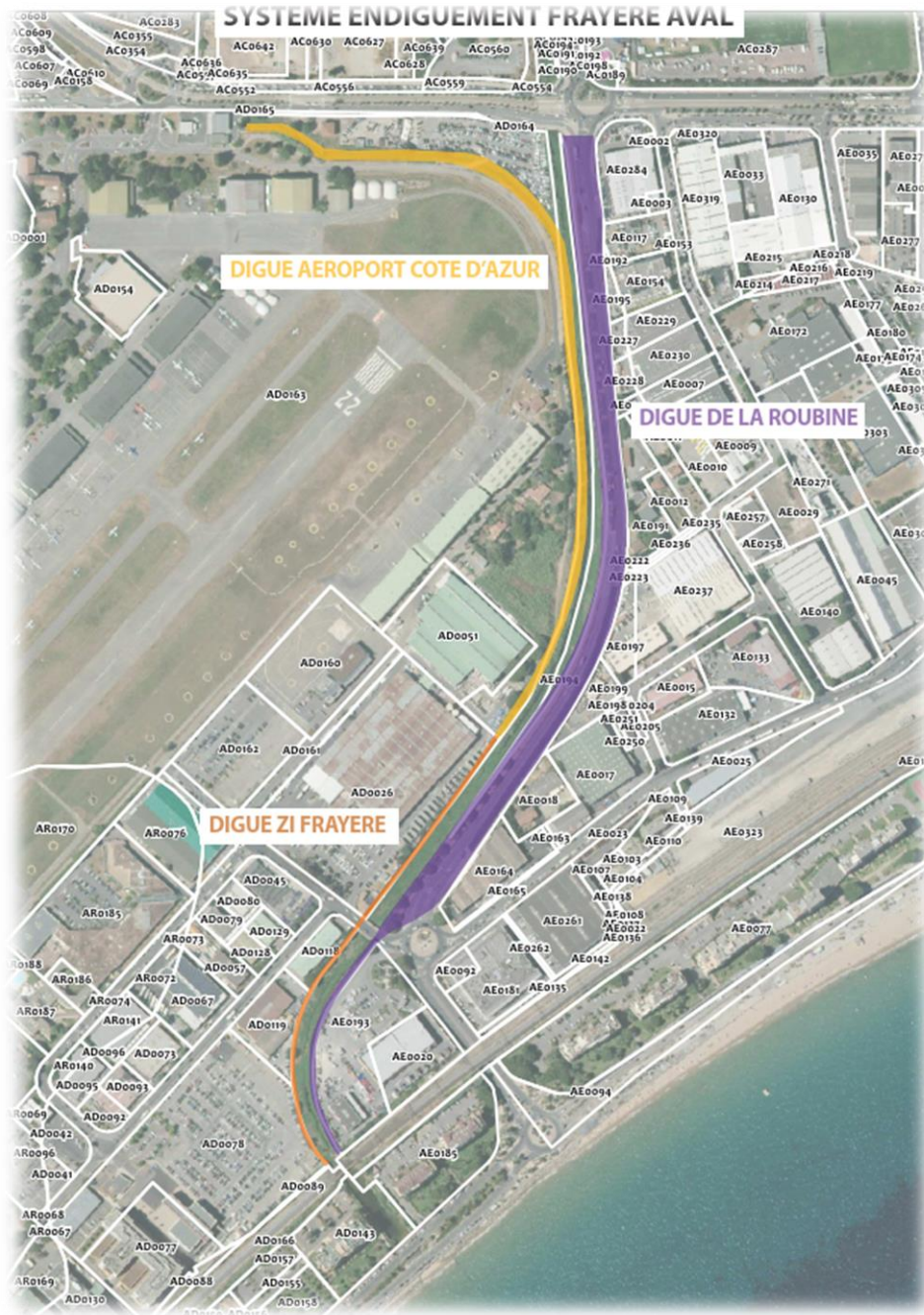


Figure 1 : Situation géographique du système d'endiguement « Frayère aval »

2.3.1. Digue de la Roubine

La Digue de la Roubine est classée comme ouvrage de classe C, intéressant la sécurité publique au titre de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007. La digue se situe en rive gauche du cours d'eau de la Frayère, et elle est constituée d'un mur de soutènement en « L » sur une longueur totale de 1030 m, pour la protection d'une population d'environ 720 habitants.

Cet ouvrage qui débute au niveau de l'intersection entre l'Avenue Francis Tonner et le Boulevard du Rivage est constitué d'un mur en béton armé avec joints de dilatation à espace régulier et doté d'une semelle. Sur les 820 premiers mètres, la digue sert de mur de soutènement au Boulevard du Rivage.

Le parement amont, est un parement en béton (bajoyer + semelle) dont la hauteur est d'environ 4 m. Sa stabilité est assurée par une semelle de 1,5 m de large sur tout le linéaire d'ouvrage. Le parement aval est constitué d'un mur en béton armé constituant un mur de soutènement à la chaussée du Bd du Rivage. Le corps de la digue d'une largeur d'environ 25 m est constitué en matériaux de remblai compacté servant de support à la chaussée.

A noter que quelques arbres se situent à proximité du muret sommital en fin de linéaire. Le muret sommital (crête du bajoyer) a une largeur de 40 cm. La hauteur du muret varie de 0,4 à 1 m sur les 820 premiers mètres. Celui-ci est surmonté d'un garde-corps de l'Avenue Francis Tonner à l'Allée des Mouettes.

Sur le tronçon amont de la digue de la Roubine entre l'Avenue Francis Tonner et le pont de l'Allée des mouettes, deux types d'ouvrages traversent le bajoyer et notamment, des exutoires de pluvial connectés aux avaloirs du Boulevard du Rivage et des exutoires rebouchés.

2.3.2. Digue de la ZI Frayère

La Digue de la Zone Industrielle de la Frayère est classée comme ouvrage de classe C, intéressant la sécurité publique au titre de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007. La digue se situe en rive droite du cours d'eau de la Frayère, et elle est constituée d'un mur de soutènement en « L » sur une longueur totale de 470 m, pour la protection d'une population d'environ 90 habitants.

Cet ouvrage qui débute dans le prolongement de la digue de l'aéroport de Cannes-Mandelieu-La Napoule et qui s'achève contre la culée du pont de la voie ferrée, est constitué d'un mur en béton armé avec joints de dilatation à espace régulier et doté d'une semelle.

Sur la partie aval de la digue deux ouvrages traversent le bajoyer : un ensemble de tuyaux servant d'exutoire et un exutoire de By-pass de la station d'épuration.

Le parement amont, est un parement en béton. La hauteur du bajoyer varie entre 3,5 m et 3,8 m. Sa stabilité est assurée par une semelle de 1,5 m de large sur tout le linéaire de l'ouvrage. Le parement aval est un parement béton (bajoyer) dont la hauteur est d'environ 2 m. Le muret sommital (crête du bajoyer) a une largeur de 40 cm.

2.3.3. Digue de l'Aéroport

La Digue de l'Aéroport Côte d'Azur est classée comme ouvrage de classe C intéressant la sécurité publique au titre de l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007. La digue se situe en rive droite du cours d'eau de la Frayère, et elle est constituée d'un remblai majoritairement silto-sableux sur une longueur totale de 570 m, pour la protection d'environ 250 personnes sur site en journée.

Cet ouvrage qui débute au niveau de l'intersection entre l'Avenue Francis Tonner et le Boulevard du Rivage est donc constitué d'un remblai dont la largeur varie entre 1,9 m (en amont) et 7 m (en aval). Sa hauteur est très variable tout comme sa pente.

Une convention spécifique sera conclue entre la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins et la Société Aéroport Côte d'Azur au sujet de la gestion de cet ouvrage. En conséquence, celui-ci ne fera pas l'objet de l'enquête publique objet du présent dossier.

3. Enquête parcellaire

Conformément au Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- La liste des propriétaires et des parcelles concernés par les servitudes ;
- Les plans parcellaires avec recensement des références cadastrales et les surfaces grevées par les servitudes.

L'enquête parcellaire détaillera, par ouvrage, les surfaces concernées par la mise en place de servitudes et les propriétaires impactés.

3.1. Digue de la Roubine

Cas n°1 : Propriétaire concerné : Commune de Cannes

Section	Numéro	Commune	Lieudit	Contenance en m2	Emprise estimée de la servitude en m2
AE	194	CANNES	Bd du Rivage	4 208	4 208



CANNES PAYS DE LÉRINS

Communauté d'agglomération de
Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule,
Mougins et Théoule/Mer

Plan de situation ci-dessous : (servitude en orange)





**CANNES
PAYS DE
LÉRINS**

Communauté d'agglomération de
Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule,
Mougins et Théoule/Mer

Cas n°2 : Propriétaire concerné : Société SOLFA 3 (représentante Mme BALITRAND)

Section	Numéro	Commune	Lieudit	Contenance en m2	Emprise estimée de la servitude en m2
AE	193	CANNES	Bd du Rivage	9 948	651

Plans de situation ci-dessous : (servitude en orange)



3.2. Digue de la ZI Frayère aval

Cas n°1 : Propriétaire concerné : Copropriétaires de la parcelle AD 26 (représentante Mme BALITRAND)

Section	Numéro	Commune	Lieudit	Contenance en m2	Emprise estimée de la servitude en m2
AD	26	CANNES	Allée des mouettes	27 177	618

Plan de situation ci-dessous : (servitude en orange)



Section	Numéro	Commune	Lieudit	Contenance en m2	Emprise estimée de la servitude en m2
AD	118	CANNES	Allée des gabians	2 000	222

Plan de situation ci-dessous : (servitude en orange)





**CANNES
PAYS DE
LÉRINS**

Communauté d'agglomération de
Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule,
Mougins et Théoule/Mer

4. Annexes

Annexe 1 : Délibération de la C.A.C.P.L.

Annexe 2 : Plan général du Système d'endiguement « Frayère aval »

Annexe 3 : Plans topographiques des digues

Annexe 4 : Coupes des ouvrages

Annexe 5 : Etat parcellaire

Annexe 6 : Plans de servitude